

Changement de vitrine – Avenue Charles de Gaulle
Règlementation de la circulation et du stationnement

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2, L.2213-6, L.2131-1 et L2214-3 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 411-25, 411-8, 417-10 ;

Vu le Code pénal ;

Vu le décret n°86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière modifiant certaines dispositions du Code de la route ;

Vu l'arrêté et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription) approuvés par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et modifié le 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par l'EURL FIL'VERRE, dont le siège social se situe 69 route de Poitiers, 17400 Saint-Pierre-de-Juillers, en date du 10 avril 2026,

Considérant qu'il est nécessaire de règlementer la circulation ainsi que le stationnement avenue Charles de Gaulle ainsi qu'allées d'Aussy afin de permettre le bon déroulement d'un changement de vitrine en toute sécurité au droit du n° 1 de l'avenue Charles de Gaulle,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : La circulation avenue Charles de Gaulle s'effectuera par alternance, au moyen de panneaux de type B15 / C18 ou de feux tricolores, le **jeudi 23 avril 2026, de 8h00 à 18h00**.

Article 2 : L'EURL FIL'VERRE est autorisée à stationner son véhicule au droit du n° 1 de l'avenue Charles de Gaulle, à cheval sur le trottoir, pour le déchargement du matériel uniquement, le **jeudi 23 avril 2026, de 8h00 à 18h00**, en veillant à laisser libre la circulation des automobilistes ainsi qu'à la sécurisation du carrefour.

Article 3 : Le stationnement est strictement interdit à tout véhicule au droit du n° 2 des allées d'Aussy, sur l'emplacement matérialisé « livraison », le **jeudi 23 avril 2026, de 8h00 à 18h00**, à l'exception du véhicule appartenant à l'EURL FIL'VERRE.

Article 4 : L'entreprise chargée de ces travaux demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

Article 5 : La signalisation en vigueur sera fournie et mise en place, entretenue et déposée par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le responsable de Service de la Police Municipale.

Article 6 : Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette réglementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente. Les véhicules qui stationneront en infraction aux dispositions du présent arrêté seront mis en fourrière aux frais de leurs propriétaires.

Article 7 : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

Article 8 : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le responsable de Service de la Police Municipale, l'EUR FIL'VERRE, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

14 AVR. 2026

Pour la Maire,
L'Adjointe déléguée,
Marylène JAUNEAU

